

# Un contrat de projets plus serré

Le différentiel peut étonner : les crédits mobilisés par l'État pour le contrat de plan 2000-2006 étaient de 485,5 M€ ; pour le contrat de projets (l'appellation a changé) 2007-2013, ils seront de 297,9 M€. « Ceci démontre », a commenté le vice-président Hubert Haenel (UMP), que cette cinquième contractualisation État-Région « est resserrée autour de thématiques essentielles ». Seuls sont retenus cette fois « les projets d'investissement d'envergure nationale » (sauf pour l'emploi et la formation) et « prêts à être lancés », et « la plus grande cohérence possible » est recherchée avec les objectifs eu-

ropéens. Trois domaines représentent 85 % des crédits : l'enseignement supérieur et la recherche (118,6 M€, dont 11 M€ pour la reconstruction de l'école de chimie de Mulhouse), les infrastructures ferroviaires et fluviales (99 M€) et l'environnement et le développement durable (36 M€). Sont exclus plusieurs domaines présents dans les contrats précédents, dont l'important volet routier et la politique de la Ville.

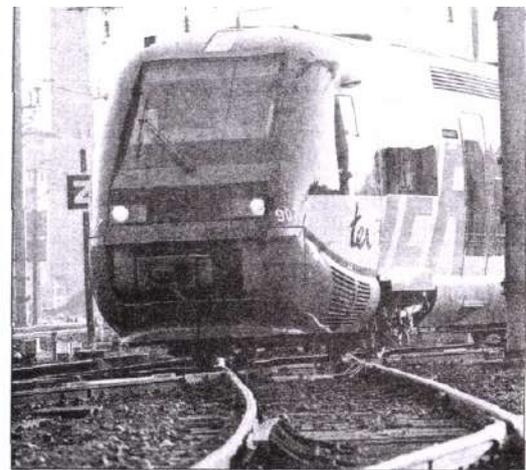
## « Points durs »

La négociation est en cours entre les neuf partenaires alsaciens et l'État, avant une signature espérée début 2007.

Hubert Haenel a cité des « points durs » encore en suspens : la Région souhaite augmenter « d'au moins 30 M€ » l'enveloppe infrastructures (qui comprend la modernisation de la ligne ferroviaire Mulhouse-Chalampé pour le trafic voyageurs), retirer les crédits consacrés au Haut-Koenigsbourg (3,24 M€), qui n'auraient plus leur place ici, pour les affecter par exemple au musée Unterlinden, ou encore obtenir une rallonge pour la réalisation du pôle d'administration publique de Strasbourg.

Cette communication a suscité un ample débat, avec une quinzaine d'interventions. Jean-

Pierre Baeumler (PS) a critiqué une préparation trop courte, conduite de « façon autoritaire » ; Jean-Jacques Fritz (UDF) aurait souhaité que les élus régionaux soient « associés plus concrètement » aux choix ; Andrée Buchmann (Verts) a estimé que ces projets sont surtout ceux de l'État ; Xavier Codderens (FN) a contesté le souci d'alignement européen ; et Martine Diffor (PS) a regretté la non prise en compte de la réactivation de la ligne ferroviaire Guebwiller-Bollwiller.



Dans le contrat de projets 2007-2013, les infrastructures ferroviaires et fluviales représentent 99 millions d'euros.

H. de C.

Archives Jean-Marc Loos